

COMMUNIQUE

DEFENSE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE : un plan d'action national vide de contenu ... l'optimisme ne peut pas tout faire !

Le mardi 7 avril 2015, Stéphane LE FOLL, Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, réunissait à la cité des sciences et de l'industrie la dernière journée Nationale des débats « 100% citoyen ».

Annoncée par le ministère comme une restitution des trois autres débats cette journée devait être surtout l'occasion pour le Ministre d'annoncer son plan d'action national de l'enseignement agricole, contribuant à la grande mobilisation de l'École pour les valeurs de la République.

Si la synthèse des débats précédents a d'abord démarré comme une opération d'autosatisfaction de l'Enseignement Agricole, les élèves et apprentis présents à cette conférence ont laissé entendre une tout autre voix. Nous avons pu les entendre exprimer « *le peu de fraternité dans les établissements agricoles* », « *le manque de reconnaissance au sein de la cité* », « *le manque de diversité culturelle et sociale* », « *des problèmes de relation entre élèves ou entre élèves et apprentis* », « *l'absence d'égalité des chances* » ... des propos en décalage avec la volonté du ministère de faire apparaître une réussite de l'EA dans l'éducation à la citoyenneté.

Au regard de l'importance de ces remarques en lien direct avec la question de la Défense des Valeurs de la République et plus globalement des enjeux autour de ces questions nous attendions de la conclusion et du plan national de Stéphane LE FOLL des éléments forts et concrets.

Malheureusement la contribution de l'Enseignement agricole à la Grande Mobilisation de l'École pour les Valeurs de la République sera largement en dessous de ces attentes.

Contrairement à la Ministre de l'Éducation Nationale, qui annonce des moyens supplémentaires (un financement des fonds sociaux des établissements porté à 45 millions d'euros - 20% d'augmentation), Stéphane LE FOLL n'a apporté aucun élément quantitatif concret. Plus inquiétant encore il s'est refusé clairement à aborder la question des contenus de formation.

Le Snetap-FSU a exprimé devant le Ministre le besoin d'éléments formels et concrets mais également de moyens spécifiques. Pour toute réponse il n'aura eu qu'une fin de non recevoir :

- rien pour le fond social lycéen (pas de moyens supplémentaires annoncés),
- rien pour une véritable mixité sociale au sein des établissements,
- rien sur la participation/l'expression démocratique des élèves en dehors de l'Alesa,
- rien pour l'éducation civique dans la voie professionnelle (pas d'horaires affectés),
- rien pour de nouveaux contenus de formation,
- rien pour la coopération internationale (pas d'incitation à une ouverture vers les pays du Sud),
- ...

Si nous pouvions nous retrouver dans les grands principes défendus, pour le Snetap-FSU leur traduction dans l'enseignement agricole ne sera donc pas à la hauteur des enjeux sociétaux débattus.

Le Snetap-FSU poursuivra dans les semaines et les mois à venir de porter ses propositions auprès du Ministère mais également auprès des parlementaires qui débattent aussi de ces questions.

Paris le 8 avril 2015